

Yémen : par-delà la polarisation confessionnelle

Tendance lourde à l'échelle régionale à laquelle le pays avait échappé, la polarisation confessionnelle s'incarne autour du face à face entre les houthistes d'un côté et Al Qaida de l'autre.

Laurent Bonnefoy

Le processus révolutionnaire yéménite engagé, début 2011, dans l'euphorie des *printemps arabes* est loin d'être achevé. Il semble toutefois donner chaque jour aux rares optimistes de moins en moins de raisons de croire en lui. La prise de Sanaa le 21 septembre 2014 par la rébellion houthiste, se revendiquant de l'identité zaydite-chiite, a ouvert un nouveau chapitre de l'après règne d'Ali Abdallah Saleh, fait de rebondissements incessants, mais aussi de violence de plus en plus indiscriminée.

La chute soudaine de la capitale yéménite aux mains d'un mouvement qualifié de chiite, sans grande résistance de l'armée nationale, a été pour beaucoup une véritable surprise et génère diverses lectures, parfois fantasmagiques. Le conflit avec les houthistes dans le cadre de ce qui a été appelé la guerre de Saada, trouve son origine en juin 2004 dans une offensive militaire lancée dans l'extrême nord du pays contre « les partisans de Hussein al Houthi », premier leader du mouvement, tué en septembre 2004. Les houthistes mobilisent non seulement au nom du zaydisme et contre la marginalisation économique et sociale de la province de Saada, mais développent aussi une critique acerbe de l'alliance du gouvernement yéménite avec les États-Unis dans le cadre de la lutte antiterroriste.

L'enlisement du conflit de Saada, le haut niveau de répression et la propagande étatique ont des implications identitaires fortes : le pouvoir instrumentalise les logiques de stigmatisation du zaydisme portées par les islamistes sunnites, en particulier les Frères musulmans et les salafis, reliant l'effort de renouveau zaydite à l'ancien régime monarchique de l'imamat tombé en 1962 et au chiisme duodécimain iranien, négligeant alors l'histoire spécifique du zaydisme. En réaction, le référent zaydite gagne en légitimité et incarne de mieux en mieux l'opposition au pouvoir du point de vue des populations touchées par le conflit. Rébellion et armée font largement jeu égal sur le plan militaire. L'intervention des forces armées saoudiennes en appui au pouvoir en 2009 et les alliances nouées avec les tribus

proches du parti islamiste Al Islah, ne changent pas la donne.

Début 2011, les houthistes, à la faveur du repli de l'armée vers Sanaa où la protestation révolutionnaire croît, prennent le contrôle effectif de la région de Saada. Celle-ci, bastion historique du zaydisme, vit dès lors sous le joug de ce mouvement politico-religieux officiellement rebaptisé Ansar Allah (Partisans de Dieu). Bien organisé, il bénéficie vraisemblablement de soutiens iraniens et la région acquiert une autonomie réelle. Sa gestion apparaît comme moins désastreuse qu'ailleurs dans le pays où l'approvisionnement en électricité et en carburant est plus qu'aléatoire, en particulier dans la capitale. Nombre de tribus qui avaient un temps combattu la rébellion, la soutiennent. La marche vers Sanaa semble engagée.

Ce faisant, les partisans du renouveau zaydite passent d'une logique largement défensive à une approche nettement plus offensive, dont le symbole est l'expulsion des milliers d'étudiants salafistes de Dammaj, en périphérie de Saada, en janvier 2014. Parallèlement, les houthistes s'érigent habilement en défenseurs de la légitimité révolutionnaire, à travers un discours populiste porté par leur chef charismatique Abdelmalik al Houthi, jeune trentenaire, et ses porte-paroles, en particulier Ali al Boukhaiti.

Fort de ce positionnement, les houthistes décident en août 2014 de mettre la pression sur le gouvernement, exigeant son remplacement et le retour des subventions aux produits pétroliers qui ont conduit au doublement du prix des carburants, menaçant le pouvoir d'achat des Yéménites. Pour obtenir gain de cause, les houthistes convergent vers Sanaa, y installent des sit-ins, bloquent la route vers l'aéroport international et certains ministères tenus par des membres d'Al Islah, puis finalement prennent la ville, en délogeant nombre de leurs adversaires islamistes sunnites. Cet événement, de portée régionale, porte les germes d'une polarisation de la société autour d'enjeux confessionnels, un travers auquel le Yémen avait jusqu'à présent largement échappé, marqué par un processus de convergence des identités religieuses.

Laurent Bonnefoy, chercheur au CERI/Sciences Po, membre du programme de recherche européen « When Authoritarianism Fails in the Arab World ».



Protestation contre l'assassinat du secrétaire général du parti de l'Union des forces populaires, Mohammad bin Abdelmalik al Moutawakil. Sanaa, le 8 novembre 2014. /MOAHMED HUWAIS/AFP/GETTY IMAGES

Cette polarisation confessionnelle, tendance lourde à l'échelle régionale, s'incarne au Yémen autour du face à face entre les houthistes, d'un côté et Al Qaida de l'autre. Elle est de plus en plus perçue par les parties engagées comme un avatar de l'opposition entre chiites et sunnites et induit une logique manichéenne qui fait d'Al Qaida le dernier rempart contre les houthistes et inversement. L'avancée militaire houthiste à Sanaa, puis dans des régions à majorité sunnite, Ibb et Rada par exemple, précipite (selon une logique qui n'est pas sans rappeler les dynamiques en cours dans les régions sunnites de l'Irak) l'alliance entre les tribus et les combattants jihadistes, légitimant plus encore une propagande d'Al Qaida, déjà crédibilisée aux yeux de la population par la contreproductive politique des drones américains.

Les termes de cette polarisation binaire se sont construits à travers la marginalisation d'une part de l'État central, porté par le président de transition Abderabuh Mansour Hadi. Mais également d'autre part, de la branche yéménite des Frères musulmans, le parti Al Islah, poussé vers la sortie, en septembre 2014, par une alliance hétéroclite formée par les houthistes et, dans les coulisses, les

partisans de l'ancien président Saleh. L'État central face à la rébellion se trouve dépossédé de ses prérogatives élémentaires et le président Hadi en est réduit à accepter les diktats d'Abdelmalik al Houthi. Al Islah se trouve mis sous pression du fait de la fragilisation de ses alliés tribaux, en particulier le clan Al Ahmar, et de ses soutiens dans l'armée, marquée par l'éviction par les houthistes du général Ali Mouhsin. L'assassinat, le 2 novembre 2014, de Mohammad Abdelmalik al Moutawakil, figure modérée du zaydisme et militant respecté de la société civile, s'inscrit dans cette polarisation qui réduit en apparence le champ politique à une confrontation identitaire et confessionnelle et fait taire bien des voix alternatives. La polarisation confessionnelle, évidemment simplificatrice, constitue le pire des scénarios, mais sans doute pas le seul.

Dynamiques alternatives

Il importe ici de souligner les dynamiques alternatives à l'œuvre, qui bien que mises sous pression par le processus de polarisation confessionnel, persistent et méritent notre attention.

Le processus institutionnel engagé en 2011, dans le cadre de l'accord de transition signé entre Ali Abdallah Saleh et l'opposition, sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe et avec le soutien des Nations unies et de la communauté internationale, reste un cadre, certes insuffisant, mais néanmoins nécessaire pour éviter la dislocation du Yémen. Contesté, notamment par la jeunesse révolutionnaire qui a rejeté l'immunité accordée à l'ancien président Saleh, ce processus a malgré tout permis l'organisation d'une importante conférence de dialogue national. Cette dernière qui s'est achevée en janvier 2014 a fondé un cadre largement consensuel et une orientation fédérale à la future Constitution, insistant sur la nécessité de la lutte contre la corruption, sur la séparation des pouvoirs militaire et politique. Les conclusions du dialogue national se sont vues réappropriées par les houthistes au cours de l'été 2014 alors même qu'ils avaient initialement refusé de les voter. Le maintien à bout de bras du processus institutionnel est symbolisé, notamment, par les travaux de la commission chargée de la rédaction d'une nouvelle Constitution dont le rendu est reporté sine die.

Sans élection générale organisée depuis la chute d'Ali Abdallah Saleh, en février 2012, il paraît difficile de mesurer le poids des forces en présence. La marginalisation d'Al Islah ne pourrait être que conjoncturelle dans la mesure où l'offensive houthiste a pour l'essentiel ciblé et affecté les alliés tribaux et militaires des Frères musulmans, et non le leadership stricto-sensu du parti. Muhammad Qahtan, Abdelwahhab al Ansi et Muhammad al Yadumi, figures d'Al Islah, restent des acteurs centraux du système politique yéménite. De plus, Al Islah conserve, via ses structures caritatives et éducatives, une capacité de mobilisation importante. Le parti semble disposé à continuer à s'inscrire dans le cadre fixé par l'accord de transition et à appuyer les efforts du président Hadi. C'est ainsi qu'il a apporté son soutien à la formation, en novembre 2014, d'un nouveau gouvernement d'union nationale qui intègre cette fois des représentants houthistes.

La réorganisation des soutiens de l'ancien président Saleh autour du fils de celui-ci, Ahmed Ali, actuellement ambassadeur aux Émirats arabes unis, constitue une autre dynamique significative. Sa candidature à l'élection présidentielle (initialement prévue en février 2014, reportée d'un an et qui sera selon toute vraisemblance reportée de nouveau) est sérieusement envisagée en dépit de certaines barrières juridiques qui pourraient imposer un délai de latence entre sa carrière militaire et son engagement politique. Populaire au sein de l'armée, l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Ali pourrait également être imposée par un coup d'État. Cette « restauration » de l'ancien régime pourrait ne pas déplaire, tant aux Saoudiens qu'aux Américains et, un temps, trouver des accommodements avec le mouvement houthiste. La crise économique ainsi que l'insécurité favo-

risent de fait une certaine nostalgie chez nombre de Yéménites.

La dynamique « sudiste » a sans doute été quelque peu négligée dernièrement. Elle demeure pourtant centrale et constitue un processus alternatif à la polarisation sectaire évoquée plus haut. Le mouvement sécessionniste « sudiste » a acquis, depuis 2007, une réelle popularité. Ses militants réclament l'indépendance des provinces méridionales qui formaient la République démocratique et populaire jusqu'à son unification avec le Yémen du Nord en 1990. Un large segment de la société évolue dès lors dans un espace distinct de celui dicté par Sanaa, cherchant à activer des dynamiques locales propres, comme par exemple dans la province orientale du Hadramaout où les tribus se sont organisées pour affronter tant Al Qaida que l'armée nationale. Afin de contenir le mouvement sudiste, le pouvoir de transition mené par Abderabouh Mansour Hadi (lui-même originaire du Sud) a fait différentes concessions, favorisant par exemple une surreprésentation des personnalités issues du Sud dans la conférence du dialogue national ou dans le gouvernement d'union. Le nouveau premier ministre, Khaled Bahah, est ainsi originaire du Hadramaout. Toutefois ces mesures n'ont eu qu'une portée essentiellement symbolique. La promesse de la construction d'un État fédéral permet tout au plus de gagner du temps et place chacun dans une position quelque peu attentiste. La prise de Sanaa par les houthistes, issus de l'extrême nord, a dans certains cercles « sudistes » été conçue comme une aubaine devant précipiter la partition du pays.

Face aux logiques identitaires binaires et aux conflits qu'elles incarnent, le développement d'une identité tierce constitue une dynamique sans doute salutaire. Largement négligée par les structures institutionnelles et ignorée dans les conflits politiques, la province de Taz, pourtant la plus peuplée du Yémen, localisée au sud de l'ex-Yémen du Nord, a sans doute un rôle à jouer. C'est en effet d'elle où sont issus de nombreux marchands et fonctionnaires et dont les travailleurs ont migré dans l'ensemble du pays et au-delà, qui incarne le mieux par son histoire et son identité le projet d'État civil (*dawla madaniyya*) formulé en 2011 par la jeunesse révolutionnaire. Ce projet qui semblait faire consensus sous les tentes installées sur la Place du Changement à Sanaa et dans les grandes villes du pays, appelait au dépassement de l'État militaire, tribal et religieux. Cette ambition n'a, de toute évidence, pas été satisfaite. La structuration en mouvement politique de l'identité taezie reste encore hypothétique, mais porte sans doute en elle les germes d'un compromis pacifique et de la reconstruction de l'identité yéménite. ■